



ISSN: 2230-9926

Available online at <http://www.journalijdr.com>

IJDR

International Journal of Development Research

Vol. 15, Issue, 12, pp.69604-69608, December, 2025

<https://doi.org/10.37118/ijdr.30392.12.2025>



REVIEW ARTICLE

OPEN ACCESS

FEMMES NIGÉRIENNES ET PROCESSUS DU DÉVELOPPEMENT DANS UN CONTEXTE D'INSÉCURITÉ: ENTRE MARGINALISATION ET AFFIRMATION DE SOI

Dr. Issoufou Adamou Elhadji Idi, Dr. Kadidiatou Issa Zoumari and Dr. Soumana Oumarou Ali

Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger

ARTICLE INFO

Article History:

Received 29th September, 2025

Received in revised form

10th October, 2025

Accepted 24th November, 2025

Published online 30th December, 2025

KeyWords:

Femmes, Développement, Insécurité, Marginalisation, Affirmation de soi

*Corresponding author:

Issoufou Adamou Elhadji Idi

ABSTRACT

Le développement d'une société dépend de l'utilisation de toutes les ressources humaines qu'elle dispose. Cela signifie que les femmes et les hommes doivent participer à tous les niveaux de la vie publique et privée d'un pays. Si le droit à l'égalité diffère, seules les initiatives visant à atteindre cet objectif aux niveaux politique, institutionnel, culturel, social et familial de l'État peuvent être envisagées dans la perspective d'une approche d'égalité des sexes et de participation active à la vie sociale. Cet article vise à analyser les différents courants de pensée féministe fondés sur les théories du genre dans le contexte nigérien et les rôles que jouent les femmes dans la gestion particulièrement des crises sécuritaires auxquelles le pays fait face. Il tente de démontrer comment les nigériennes, dans un pays à 99 % musulman, négocient continuellement l'égalité des sexes et cherchent à s'affirmer dans la gestion des affaires de la cité. Le poids culturel, les traditions et les interprétations religieuses contribuent à la marginalisation des femmes nigériennes. Les problèmes découlant de cette position assignée aux femmes sont si criants qu'ils entrent souvent en conflit avec les lois modernes et les rendent inefficaces. L'émergence de mouvements sociaux indépendantistes est relativement récente dans ce pays sahélien. Au Niger, les mouvements de femmes et les mouvements féministes sont étroitement liés. Malgré les contributions multiples qu'elles apportent, les femmes nigériennes luttent encore pour le développement et l'élargissement de leurs rôles et de leurs droits au sein des associations et structures mixtes et féministes.

Copyright©2025, Issoufou Adamou Elhadji Idi et al. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: Dr. Issoufou Adamou Elhadji Idi, Dr. Kadidiatou Issa Zoumari and Dr. Soumana Oumarou Ali. 2025. "Femmes nigériennes et processus du développement dans un contexte d'insécurité: entre marginalisation et affirmation de soi". *International Journal of Development Research*, 15, (12), 69604-69608.

INTRODUCTION

La sociologie, en tant qu'étude scientifique des sociétés humaines et, en particulier, des réalités sociales, développe des théories qui reflètent ces réalités sociales quotidiennes. Les théories, en tant qu'ensembles de propositions formulées logiquement et reflétant une partie de la réalité, sont au cœur de la tradition sociologique (Durkheim, 1835). Cependant, le terme « genre », couramment utilisé en sociologie, est analysé comme une construction sociale. Les préoccupations féministes existent depuis des siècles, mais de nombreux historiens pensent que le mouvement féministe est né en pleine Révolution française, à la fin du XVIII^e siècle. Le féminisme est à la fois un concept théorique et un mouvement politique qui critique la discrimination sociale, économique et juridique des femmes et se fonde sur leur assujettissement (rôle de genre). Étroitement lié à l'histoire du mouvement des femmes, le féminisme a émergé en tant que théorie et mouvement à la fin du XIX^e siècle. Il ne faut cependant pas oublier que la sociologie du genre s'est développée au début des années 1970

sur les campus américains, sous l'influence des féministes qui privilégiaient le concept de genre pour remettre en question la notion de sexe, jugée trop grossière en anglais (K. Offen, 1988 : 128). Durant les années 1970, lors de l'explosion des mouvements féministes, deux théories se sont développées en occident: la théorie différentialiste et la théorie universaliste. D'une part, la théorie dite « différentialiste » soutient que les femmes sont intrinsèquement différentes des hommes et que le féminisme devrait prendre en compte leurs caractéristiques afin qu'elles deviennent égales aux hommes. En effet, l'oppression des femmes découle du mépris de leurs capacités « naturelles ». En revendiquant l'existence et la revalorisation d'une identité féminine, les théories discriminatoires tendent à naturaliser les différences entre hommes et femmes (Collin, 2000; Delphy, 1998). À l'inverse, les mouvements « universalistes » ou « égalitaristes » soutiennent que les rôles assignés aux femmes et aux hommes ne sont pas « naturels » et ne découlent pas de leurs différences morphologiques, mais plutôt d'une structure sociale. Par conséquent, cette approche

considère tous les individus comme égaux et que les différences de genre, de race ou de langue sont sans importance. Ces distinctions ne prennent de sens que lorsqu'elles sont structurées par des relations de pouvoir. «On ne naît pas femme, on le devient» (Beauvoir, 1949), résultant de la domination des hommes sur les femmes, «être femme» (Collin, 2000, p. 30). Cependant, le mouvement féministe transforme profondément nos vies, tant familiale que sociale. Initialement, ces changements semblaient justes et nécessaires, mais ils ont ensuite été perçus comme néfastes et exagérés surtout dans un monde globalisé. Dans l'esprit de beaucoup, le féminisme est souvent dépeint par les médias et nos sociétés comme un mouvement dépassé, peuplé de femmes en colère, qui brûlent leurs soutien-gorge et détestent les hommes, au mépris des valeurs sociales. Mais qu'en est-il réellement de toutes ces questions dans le contexte nigérien ? Cet article tente de mettre en lumière, de manière très partielle, certains aspects du féminisme en proposant plusieurs points de repère à explorer dans le contexte des femmes nigériennes. Après une brève introduction, il s'appuie sur une revue documentaire systématique abordant la problématique du féminisme. En effet, il n'existe pas de théorie unique du féminisme. Il est donc façonné par divers courants théoriques. De plus, il interroge les places qu'occupent les femmes dans la gestion des affaires de la société et particulièrement de la crise sécuritaire au Niger.

Les écoles de pensée féministes et les réalités africaines dans un monde globalisé: Ces courants tentent de comprendre pourquoi et comment les femmes sont maintenues en position de subordination dans la société et de trouver les fils d'analyser sous différents angles. Sans prétendre présenter une typologie exhaustive des écoles de pensée féministes, nous identifions les principales idées qui servent à analyser ce phénomène dans le contexte nigérien.

La tradition féministe face aux réalités socio-culturelles africaines: Ce courant de pensée pro-marxiste soutient que les sociétés et le capitalisme sont des organisations économiques qui favorisent l'exploitation des deux sexes. Il est né pour décrier ces pratiques et faire la promotion de l'égalité entre les deux sexes. Cependant, le système économique traditionnel, issu de la division sexuelle du travail place les hommes au-dessus des femmes dans ces sociétés fortement patriarcales. Par ailleurs, chaque élément a un rôle à jouer dans la société. En effet, dans la tradition nigérienne, héritée de la tradition arabo-musulmane, les femmes effectuent les tâches ménagères, elles sont responsables de l'éducation des enfants et de la gestion du foyer. Les hommes sont responsables de la nourriture, de l'habillement et de tous les autres besoins familiaux. Cependant, il est important de noter que malgré cette division sociale du travail, les femmes sont au cœur de cette société de par les rôles importants qu'elles jouent. Le respect des femmes et de leurs droits est un principe enseigné à tous les niveaux dans les sociétés africaines et particulièrement nigériennes.

Le féminisme libéral ou égalitaire: un regard croisé sur une question à débat. Ce courant de pensée prône l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette égalité vise à neutraliser les différences à tous les niveaux. Être homme ou femme n'est plus considéré comme une caractéristique naturelle déterminant les capacités de chacun. Dans ce contexte, le marché du travail est le principal lieu où les femmes accèdent à l'égalité. La liberté individuelle et l'égalité constituent deux de ses principaux combats. Dans les pays africains,

particulièrement du sahel, le féminisme libéral ou égalitaire avait été introduit avec des objectifs multiples. Il s'agit principalement de la politique de l'autonomisation financière des femmes. Ce courant de pensée se cache également derrière la politique de l'accès à l'éducation des femmes et de toutes les filles. Il s'inscrit aussi dans les débats autour de l'élimination des violences basées sur le genre, comme les mutilations génitales, les violences physiques et morales etc. Cependant, ce courant de pensée connaît un rejet systématique dans beaucoup des pays africains parce qu'il est jugé non conforme et non adapté aux réalités du continent et qu'il ne prend pas suffisamment en compte les multiples spécificités culturelles, sociales et économiques locales. En effet, il est taxé d'être un courant de pensée importé des pays européens.

Au Niger, l'émergence de mouvements sociaux indépendants, particulièrement féministe est relativement récente. En effet, la plupart d'entre eux ont vu le jour durant le processus de démocratisation du pays dans les années 1990. Mais bien avant cette date, quelques mouvements sociaux de femmes existaient et s'efforçaient de faire entendre leur voix. Outre la lutte contre le régime colonial, certaines femmes, comme Saraounia Mangou, se sont distinguées par leur courage et sont devenues des héroïnes qui façonnent continuellement le combat des femmes nigériennes. En effet, la marche du 13 mai 1991 a marqué l'entrée en scène effective des nigériennes pour défendre l'égalité, la liberté et la justice sociale. Elles ont été choquées de constater que les différents gouvernements, qui défendaient la promotion des femmes en politique, les avaient oubliées. Depuis lors, les nigériennes explorent leur liberté, l'égalité des sexes et la justice sociale officiellement, mais de façon théorique car les réalités socio-culturelles constituent très souvent un obstacle majeur à leur épanouissement.

Le féminisme radical : une réponse au système patriarcal africain: Ce courant de pensée considère les femmes comme une classe politique dominée par les hommes et définit les relations de genre comme des rapports de pouvoir. Ce mouvement s'attaque au système patriarcal, source première et fondamentale de l'oppression des femmes. L'expression principale du patriarcat est le contrôle du corps des femmes, notamment de leur maternité et de leur sexualité. Le patriarcat s'exprime principalement au sein de la famille et dans le domaine de la reproduction, mais aussi dans toute la société et à tous les niveaux (politique, économique, juridique et culturelle), ainsi que dans les représentations sociales. Le patriarcat est conçu comme un système social de genres qui crée deux cultures distinctes : l'une où la culture des femmes ne domine pas, l'autre où la culture des hommes domine.

Cependant, il est important de le préciser qu'au Niger avant l'avènement de l'islam, les femmes pouvaient accéder à toutes les instances de prise de décisions concernant la communauté. Certaines femmes ont même exercé des fonctions de reines. C'est le cas de la reine Daoura qui est à l'origine de la naissance des Etats haoussas, et de Saraounia Mangou dans l'Aréwa, qui résista à la pénétration coloniale française¹. Sous l'influence de l'islam, les femmes se sont vues retirer la possibilité de participer officiellement à la gestion des affaires publiques. Néanmoins, elles sont souvent consultées de manière officieuse. Toutefois, on note en pays djerma de

¹ Etude sur le statut juridique de la femme et la loi au Niger, Direction de la promotion de la femme, ministère du Développement social, septembre 2003.

Dosso l'institution de la « Bafada » qui est une femme nommée par le Djermakoye en dehors des membres de sa famille. Elle siège à la Cour et apporte son point de vue avant la prise de décision. Dans le Gobir existe la « Inna » qui est la dépositaire des traditions, notamment l'animisme, et en même temps une sorte de doublure du chef. Pour lui permettre d'avoir plus d'influence sur le chef, elle est choisie parmi les tantes de celui-ci ou ses sœurs aînées. Elle porte la même tenue que le chef, possède sa garde et entreprend des tournées comme le chef. De même, après l'élection du chef, elle est la première à en être informée. Dans les régions de Diffa et Zinder, il existe la « Magram » qui est, au plan coutumier, la responsable des affaires féminines. Dans l'Ader, elle porte le nom de « Magagia² ». Toutefois, nous pouvons soutenir que depuis la pénétration coloniale et surtout avec la forte islamisation du pays (99% des populations nigériennes sont musulmanes), quelle que soit la coutume considérée, les femmes n'ont pas vocation à accéder aux emplois supérieurs de la communauté. Ainsi, les fonctions de sultans, chefs de provinces, chefs de cantons ou de groupements, chefs de village ou de tribus, chefs de quartiers, qui sont les instances coutumières de prise de décision, sont exclusivement réservées aux hommes. C'est d'ailleurs ce qui résulte de l'article 7 de l'ordonnance n°93-23 du 30 mars 1993 portant statut de la chefferie traditionnelle du Niger qui dispose que « tout Nigérien d'une collectivité traditionnelle ou coutumière donnée peut être candidat à la chefferie de la collectivité considérée, s'il est en droit d'y prétendre selon la coutume ». L'emploi du masculin « tout Nigérien » prouve que ces fonctions sont l'apanage des hommes. En tout état de cause, l'article 7 de l'ordonnance susvisée a fait un renvoi à la coutume (Issa Zoumari K, 2016). Or, selon les coutumes applicables au Niger, seuls les descendants mâles des chefs traditionnels peuvent être candidats à la chefferie d'une collectivité coutumière considérée³.

Comme on peut le voir dans ce bref rappel des fondements politique, culturel et social de l'Afrique antique, la femme détenait des pouvoirs immenses. On constate que durant son règne, elle veillait à l'équilibre entre la justice sociale, l'équité et le commandement. Ce mouvement est qualifié de radical car il cherche à s'attaquer à ce qu'il considère comme le véritable problème de la société africaine : le patriarcat. Au Niger, ce mouvement ne s'est pas trop développé en raison de la forte domination de la culture religieuse, à savoir l'islam. En effet, la religion musulmane confie la responsabilité et la gestion du foyer aux hommes. Les tendances qui remettent en cause cette tradition religieuse ont rapidement et systématiquement été remises en question par les érudits religieux musulmans et mêmes les fidèles de deux sexes. Ce courant de pensée est aussi jugé pour son incapacité à fédérer les femmes et les hommes autour d'un idéal commun. Certaines femmes et mouvements féministes africains s'opposent à ce courant féministe européen, qui ne reflètent pas les réalités quotidiennes africaines, et privilégient une féminité adaptée aux spécificités culturelles.

Le mouvement anarchiste féministe, ou anarchisme : Cette idéologie cherche à éliminer la hiérarchie et les relations de pouvoir et de domination qui existent entre les femmes et les hommes. Selon ce courant de pensée, l'assujettissement des femmes découle des institutions familiales, du genre et du

contrôle étatique sur les individus. Par conséquent, leur libération ne doit pas passer par l'accès à des postes de pouvoir liés au capitalisme ou à l'État traditionnel et même moderne. Les acteurs et animateurs derrière cette idéologie, pensent que pour compenser ce vide, il faut s'attaquer non seulement à des institutions telles que la famille et la société, mais aussi bénéficier d'un large soutien politique. Il est donc difficile à ce que cette idéologie s'impose dans une société aux valeurs traditionnelles et religieuses fortes. Pour contourner cette opposition, les luttes des femmes sont davantage orientées vers l'égalité des sexes, la liberté politique, l'autonomie et la lutte pour la scolarisation et le maintien des filles à l'école et, en particulier, contre le mariage précoce. Il est nécessaire de noter que plusieurs institutions nationales et internationales sont depuis des décennies mobilisées pour accompagner et sensibiliser les couches réticentes au respect de ces valeurs promues. Cependant, on observe encore des résistances farouches autour de ces questions très souvent jugées pro-occidentales et ne cadrant pas avec les réalités socio-culturelles africaines.

Le féminisme dit « postmoderne » : Cette idéologie est connue pour être multiforme. En effet, les définitions proposées par les auteurs ne sont pas unanimes. On peut dire que le féminisme postmoderne véhicule un discours particulier. Il remet en question et démantèle les pratiques, les modèles et les normes sociales établis dans les sociétés, y compris les identités de genre. Pour les féministes postmodernistes, la façon dont la société perçoit le sexe (homme/femme), le genre (féminin/masculin) et la sexualité (hétérosexualité/homosexualité) ne sont rien d'autre que les fruits des structures sociales, nécessitant une déstructuration pour faire place à la création d'identités diverses. Cette tendance est également inactive en raison de caractéristiques sociales enseignées et transmises au fil des ans et des générations entre les composantes de la société. La morale et les représentations sociales réfutent l'idée de changer l'ordre social établi depuis toujours. Ainsi, oser s'exprimer sur ce sujet représente un risque considérable que personne n'est prêt à prendre même chez les scientifiques. La conscience collective n'est pas encore prête à accepter les valeurs véhiculées par cette idéologie dans les sociétés africaines. Cependant, on constate dans certains pays africains, ces dernières années l'intensification des débats autour de cette idéologie et même des tentatives de mouvements de son expression de façon officieuse.

Le féminisme lesbien: une politique radicale contre l'ordre traditionnel : Cette idéologie s'attache particulièrement à défendre les droits des lesbiennes et à les utiliser au sein du mouvement féministe. Elle démontre que les lesbiennes sont dominantes, tant en raison de leur genre que de leur orientation sexuelle. Ce mouvement a apporté une contribution significative au féminisme en soulignant l'hétéro-sexisme de la société, en limitant l'hétérosexualité comme supérieure et universelle. Ce phénomène lesbien, soutenu par les principaux gouvernements du monde occidental en collaboration avec les institutions internationales, commence à se développer dans certains milieux (athlètes, boxeuses, les forces de défense et de sécurité, les migrants et même sur les campus universitaires). Il convient de noter que ce phénomène est largement financé par ces mêmes pays et institutions. En effet, cette idéologie se développe à travers des codes (couleurs, coiffures, gestes, styles vestimentaires, langages etc.) facilement identifiables aujourd'hui. En effet, le système régissant les relations de

² Op.cit.

genre varie, s'adapte et évolue selon les pays et les périodes historiques. Le système patriarcal traditionnel n'est plus le même aujourd'hui, grâce aux changements sociaux de ces dernières années et aux mouvements féministes naissants. De plus, la lutte contre l'esclavage, la discrimination, l'exploitation et l'oppression caractérisent le combat des femmes dans toutes ces sociétés. Les femmes leaders rejettent cette situation et expriment leur solidarité envers ces couches. Cependant, dans les sociétés africaines, particulièrement nigériennes, cette idéologie est rigoureusement rejetée en raison de son incompatibilité et de sa contradiction avec la religion islamique et les autres réalités socio-culturelles.

Femmes nigériennes et gestion de l'insécurité: des actrices de l'ombre:

La problématique des questions sécuritaires au Sahel et son impact sur le quotidien des femmes demeurent d'actualité avec des multiples d'angles d'analyse. En effet, dans cette partie du continent, la gestion des crises sécuritaires mobilise plusieurs acteurs dont spécifiquement les femmes. Au Niger particulièrement, les dynamiques des crises sécuritaires et des violences armées se déploient dans presque toutes les régions du pays. Selon Moderan, O. (2023), ces violences et conflits se résument autour de l'insurrection djihadiste couramment appelée la crise du Boko Haram dans la partie Est du pays (région de Diffa) depuis 2009. En effet, cette zone a longtemps subi les attaques de ce groupe (Boko Haram) dans le cadre de la crise sécuritaire qui sévit depuis dans le Bassin du Lac Tchad. Ces attaques et violences répétées, ont transformé une région autrefois considérée comme le havre de paix à une zone des conflits multiples et variés. C'était également une région à économie florissante, qui a subi un coup dû à la crise sécuritaire. La partie Ouest du pays, principalement les régions de Tillabéri et de Tahoua sont confrontées depuis 2015 à une insécurité croissante avec l'apparition des groupes armés comme (FLA, MNJ, AL Qaïda, terroristes...). En effet, cette insécurité affecte aussi bien les populations civiles que les autorités traditionnelles et les représentants de l'État, y compris les forces de défense et de sécurité et l'administration locale mais avec un accent particulier sur les femmes. La présence de groupes armés aux motivations diverses dans cette partie du territoire nigérien, mais aussi dans les régions limitrophes du Mali et du Burkina Faso, crée un contexte sécuritaire précaire qui a considérablement déstabilisé les communautés locales, contraintes de recourir en masse aux déplacements forcés et préventifs pour se protéger. Les femmes très vulnérables, sont beaucoup plus exposées à des risques multiples et multiformes. Elles sont également actrices de la gestion des crises sécuritaires avec des contributions significatives particulièrement leur influence sur leurs (maris, enfants, frères etc.). Du côté de la frontière centre-sud et sud-ouest du Niger avec le Nigéria, notamment les États de Katsina, Sokoto et Zamfara, Kebbi, une recrudescence d'incursions criminelles en territoire nigérien a fragilisé le contexte sécuritaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Dosso. La persistance de ce phénomène a profondément bouleversé le quotidien des populations et a débouché sur l'ouverture d'un troisième front sécuritaire, éprouvant les capacités de projection simultanée des forces nigériennes dans plusieurs parties du vaste territoire national du pays. L'impact des conflits et de la violence sur les femmes, les filles, les hommes, et les garçons au Burkina Faso, au Mali et au Niger est multiple avec des particularités selon les pays. En effet, elles sont confrontées aux risques communs (villages attaqués, centres de santé fermés, greniers brûlés, violences physiques et psychologiques, menaces de mort et

exécutions, etc.). De plus, les personnes vivant dans une même localité peuvent également être exposées à des risques liés à des marqueurs d'identité qui leur sont propres, tels que l'appartenance ethnique, religieuse, ou encore le sexe biologique ou les obligations sociales imposées par leur genre. En effet, en raison des normes socio-culturelles qui associent la violence et l'usage de la force à la masculinité, les hommes et les jeunes hommes sont davantage exposés au risque d'enrôlement dans les groupes extrémistes violents, mais aussi au risque d'exécution par ces groupes, qui voient plus les hommes comme une menace que les femmes. La répartition sociale des rôles sexués au sein de la famille, assigne aux hommes la responsabilité de pourvoir subvenir financièrement aux besoins, et à la protection. Elle doit les aider à lutter contre la pauvreté généralisée, les impacts des changements climatiques et environnementaux pouvant pousser certains à rejoindre volontairement les groupes armés ou à s'investir dans la criminalité organisée afin de dégager des revenus importants leur permettant de répondre aux demandes multiples et variées (Moderan, O. 2023).

Par ailleurs, les analyses varient selon les auteurs et les contextes dans la zone. En effet, Walther, O. J. (2020) pense que les violences faites aux femmes d'Afrique de l'Ouest peuvent être structurelles ou intentionnelles. Les violences structurelles s'expliquent par la place sociale que les femmes occupent et qui les empêche d'accéder aux multiples privilèges (accès à la terre, association formelle dans les prises des décisions, indépendance économique, autonomie, égalité, justice, accès aux soins de santé ou à l'éducation, etc.). En effet, dans certains pays comme le Niger ou le Tchad, par exemple, les taux d'alphabétisation des femmes sont nettement inférieurs à ceux des hommes, ce qui limite leur participation à la vie politique, économique, de prise des décisions ou d'implication dans la zone. Les violences structurelles, quant à elles, pénalisent également les femmes par le biais de lois formelles, religieuses ou coutumières limitant leur accès aux moyens de production et autres sources de revenus. Aussi, dans de nombreuses sociétés sahéliennes, par exemple, les femmes n'héritent au mieux que de la moitié de la part attribuée à leurs frères, quand bien même la législation des États modernes leur assure théoriquement la parité (OCDE/CSAO, 2019).

Enfin, les violences structurelles s'expriment par le biais de normes culturelles qui forcent par exemple les femmes à se marier précocement et les encouragent à avoir un grand nombre d'enfants. Ces pratiques s'imposent et forment les réalités autour desquelles les individus s'adonnent quotidiennement. Ces contraintes ont un impact important sur l'éducation des jeunes filles, leur santé et aussi le revenu des femmes de façon générale dans la région sahélienne. Les violences intentionnelles résultent d'attaques délibérées contre les femmes de la part des gouvernements, des groupes armés, des gangs et des milices. Elles constituent les couches les plus vulnérables et s'exposent à tous les aléas. Dans les zones de conflits (toutes ces régions mentionnées), les femmes sont explicitement visées par les attaques, les enlèvements, les viols et l'exploitation sexuelle de certaines organisations extrémistes (Nations Unies, 2017). Dans le nord du Mali, l'insurrection menée par les organisations alliées à Al-Qaïda en 2012 a conduit à une augmentation des viols et des mariages forcés dans les villes de Gao et de Tombouctou (Gorman et Chauzal, 2019). Dans la région du lac Tchad, des violences encore plus systématiques et de plus grande ampleur ont été perpétrées par

Boko Haram à l'encontre des femmes musulmanes et chrétiennes depuis que l'organisation est entrée en lutte contre le gouvernement nigérian à la fin des années 2000 (ICG, 2016). Ce contexte prédispose les femmes à un certain nombre de conséquences qui entravent leurs conditions de vie. Les femmes étant des victimes de ce phénomène, elles doivent être considérées comme des actrices indispensables à la gestion de l'extrémisme violent dans la société africaine victime de ce phénomène notamment au Nord du Mali et du Nigéria (Lionel, M. N., & Ophélie, C. S. A. L., 2020). En effet, le Mali et le Nigéria sont devenus une plaque tournante de l'extrémisme violent où, les femmes sont victimes à travers les différents actes violents qu'elles subissent (leviol, les rapt, le mariage forcé, les violences sexuelles, l'esclavage) et, où leurs corps deviennent une arme de guerre (Buchanan-Charke et Lekalake, 2016). Selon Fatou Kiné Camara, il apparaît que cette violence envers les femmes et les filles participe à des manifestations de l'extrémisme violent, tandis que l'enlèvement de jeunes garçons dressés à devenir des tueurs et des violeurs sans états d'âme participe à des stéréotypes de genre assimilant la masculinité ou la virilité conçue comme une dureté sans concessions (Kiné Camara ; 2017). Ces actions isolées se poursuivent de façon continue. En effet, le 18 novembre, 25 écolières ont été enlevées par des hommes armés non identifiés à l'école secondaire publique pour filles de Maga, **dans l'État de Kebbi**. Trois jours plus tard, le 21 novembre, au moins 303 élèves (filles et garçons) et 12 enseignants ont été enlevés à l'école primaire et secondaire catholique St. Mary's de Papiri, dans l'État du Niger. **Ces enlèvements massifs dans des écoles mettent une fois de plus en évidence le ciblage délibéré des élèves, des enseignants et des écoles alors que la situation sécuritaire continue de se détériorer dans cette zone.**

CONCLUSION

La problématique autour des différentes écoles de la pensée féministe s'est développée tout au long des années post-indépendances dans le continent africain. L'influence des théories postcoloniales et les différentes rencontres entre féministes du Nord et celles des pays du Sud ont progressivement permis aux femmes africaines de développer une critique de l'hégémonie idéologique féministe occidentale dont les priorités, les défis, mais surtout les réalités sociales ne sont pas les leurs (Saliou, N. G. O. M., 2014). En effet, les défenseurs des droits humains et toutes les structures et associations d'obédience féministes défendent que les femmes sont encore exploitées au 21^e siècle. De plus, ces associations présentent les femmes comme des couches vulnérables, marginalisées, exploitées et écartées en raison soit de leur genre ou de leur couleur de peau, leurs identités, c'est pourquoi elles les défendent. Toutefois, les obstacles et les résistances auxquels ces structures se heurtent lorsqu'elles tentent de changer les choses nous rappellent que le système ne changera pas tout seul. Ainsi, si chacun ne lutte pas pour la libération des femmes, les conséquences se feront sentir à tous les niveaux. Défendre les causes des femmes est une action noble et qui incombe à tous. Elles doivent être associées dans les prises des décisions de toutes les activités communautaires. Elles ne doivent en aucun être discriminées ou écartées. De ce fait, la lutte des femmes doit être guidée non seulement par les femmes elles-mêmes, mais aussi par l'humanité toute entière. Nous devons nous unir, car ensemble, nous sommes plus forts. Cependant, il est important de se rappeler que tout

doit être fait dans le respect des normes et valeurs religieuses, culturelles, sociales et morales pour un développement durable, plus inclusif.

RÉFÉRENCES

- Bourdieu (Pierre). « La domination masculine », in Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n° 84, 1990, pp. 2-31.
- Collins-Weitz (Margaret). Les Combattantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résistance, Paris, Albin Michel, 1997.
- DESCARRIES-BELANGER Francine et Shirley Roy. Le mouvement des femmes et ses courants de pensée : essai de typologie. Ottawa, Institut canadien de recherches sur les femmes, Les Documents de l'ICREF, no 19. 1988.
- Durkheim, E. : les règles de la méthode sociologique, Paris, F. ALCAN, 1835.
- Fatou Kiné Camara, « La définition masculine de la paix et de la sécurité : un des obstacles à la prévention effective et à la résolution durable des conflits », communication présentée à la FSJP de l'Université de Yaoundé II, 2017
- Foucault (Michel). Histoire de la sexualité, 3 volumes, notamment le vol. 1 : La volonté de savoir, Paris, Gallimard, 1976.
- Guéraiche (William). Les Femmes et la République. Essai sur la répartition du pouvoir de 1943 à 1979, Paris, Editions de l'Atelier, 1999.
- GUILLAUMIN, Colette « Pratique du pouvoir et idée de Nature », Questions féministes, 2-3, février et mai 1978.
- J-P. OLIVIER DE SARDAN, L'enquête de terrain socio-anthropologique, Institut de Recherche sur le Maghreb contemporain, Tunis, 2001
- K. Offen, «Defining Feminism», in Signs, 14, 1988, 119-157
- Le féminisme, ça clique, Relais-femmes, <http://www.relais-femmes.qc.ca/FADAFEM/index.html>,
- Lionel, M. N., & Ophélie, C. S. A. L. (2020). Les Femmes: Victimes de L'extrémisme Violent au Mali et au Nigeria. Revue Africaine sur le Terrorisme, 10(1), 50-65.
- MATHIEU, Nicole-Claude, L'anatomie politique : catégorisations et idéologies du sexe. Paris, Côté-femmes, 1991.
- Moderan, O. (2023). Prise en compte des besoins de la participation des femmes dans les processus de réforme du secteur de la sécurité au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Friedrich Ebert Stiftung (décembre 2023). Voir également Aïssa Diarra, Brahim Diallo et Zakaria Amar, «Des solutions endogènes pour soutenir les interventions visant à améliorer la santé sexuelle et reproductive féminine au Sahel», Les Papiers de la Fondation, (52).
- Pour une analyse des diverses conceptualisations du lesbianisme dans les écrits féministes, voir CHAMBERLAND, Line, « Le lesbianisme : continuum féminin ou marronnage ? Réflexions féministes pour une théorisation de l'expérience lesbienne », Recherches féministes, 2,2, 1989, p. 135-145.
- République du Niger, Institut national de la statistique, Population estimée en 2010: www.statniger.org/statistique/file/Population/POPULATION_NIGER_%202010_final.pdf
- Saliou, N. G. O. M. l'Inscription des Idées Féministes dans la Tradition Sénégalaise ou la Réinterprétation du Féminisme en Afrique: les Articulations entre l'Idéologie Féministe, les Traditions et. in Actes du IX^e Colloque de l'Acsum Traditions: Au-delà des Idées Reçues (p. 69).
- Simone de BEAUVOIR, Das andere Geschlecht, cit. p.285.
- Toupin, Louise, Les courants de pensée féministe, http://netfemmes.cdeac.ca/documents/courants_03.html.
- Voir aussi des variantes de ce courant en France : BATTAGLIOLA, Françoise (et all.). A propos des rapports sociaux de sexe. Parcours épistémologiques. Paris, Centre de sociologie urbaine, 1990.
- Walther, O. J. (2020). Femmes et conflits en Afrique de l'Ouest (No. 28). OECD Publishing.